

Il met fin à 40 ans d'ultralibéralisme : Joe Biden, le nouveau Roosevelt

[nouvelobs.com/joe-biden/20210421.OBS43084/il-met-fin-a-40-ans-d-ultraliberalisme-joe-biden-le-nouveau-roosevelt.html](https://www.nouvelobs.com/joe-biden/20210421.OBS43084/il-met-fin-a-40-ans-d-ultraliberalisme-joe-biden-le-nouveau-roosevelt.html)

Qui se souvient de « Sleepy Joe » ? En moins de cent jours, l'occupant de la Maison-Blanche a réussi à faire oublier le surnom méprisant de « Joe l'endormi » que Donald Trump lui accolait pendant la campagne. Enchaînant mesures et annonces, il a rompu avec tous les dogmes économiques dominants, au point que même son prédécesseur, qui se targuait d'être un bâtisseur et un briseur de conventions, apparaît comme timide.

Le 31 mars, Joe Biden a annoncé un plan de 2 290 milliards de dollars (10 % du PIB) pour l'emploi et la rénovation des infrastructures américaines, qui en ont bien besoin tant elles ont été délaissées depuis quarante ans : un quart de cet argent ira aux transports (véhicules électriques, routes, ponts...) ; un autre au logement, aux écoles, aux connexions internet ; le reste sera dévolu au « soin » (aux personnes âgées notamment), à la recherche, à l'industrie et bien sûr à la transition énergétique. Ces dépenses s'étageront sur huit ans.

Auparavant, Biden avait déjà signé un plan de soutien d'urgence de 1 900 milliards et mis sous stéroïdes le programme de vaccination engagé par son prédécesseur. Et ce n'est pas fini : pour financer ces dépenses, Biden prépare un « Made in America Tax Plan », avec une augmentation de l'impôt sur les sociétés (qui passera de 21 % à 28 % des bénéficiaires, contre 35 % avant Trump), sur les hauts revenus, sur les gains des épargnants... Puis viendra l'extension de la couverture maladie, évaluée à 1 000 milliards de dollars. Et une annulation partielle de la dette étudiante. N'en jetez plus !

Un président « normal » ? Les 7 secrets de la « Biden touch »

Une telle audace n'a pas manqué de faire resurgir le souvenir de Franklin Delano Roosevelt qui a combattu la crise des années 1930 à coups de grands travaux. Biden assume d'ailleurs ouvertement cet héritage : il a placé le portrait de « FDR » dans le bureau Ovale, face à lui, et les *spin doctors* de la Maison-Blanche ne manquent pas une occasion d'évoquer l'illustre figure. Parfois de façon subliminale : Ron Klain, le *chief of staff* de la Maison-Blanche, répète dans ses tweets la fameuse injonction de Roosevelt : « *Il faut agir et agir maintenant !* »

Dès sa campagne, sous pression de son aile gauche, le nouveau président avait cessé d'écouter les grands économistes de la gauche centriste comme Larry Summers. La star de Harvard, qui brillait tant sous Clinton et Obama, s'est rapidement éloignée de la galaxie Biden. Très critique, Summers prédit aujourd'hui des « *pressions inflationnistes telles que nous n'en avons pas connu depuis une génération* ». Mais il est devenu inaudible.

« La fin de quarante ans d'errements »

Pour mener son chantier historique, Biden s'appuie sur des économistes plus radicaux, avec lesquels il a eu, au fil des ans, des heures et des heures de discussions animées. Au sein de son *Council of Economic Advisers*, qui regroupe ses conseillers économiques, on trouve d'abord Jared Bernstein, tombé amoureux des théories de Keynes quand il étudiait à Columbia University, ébloui par son « *optimisme sans fin* » et « *ses idées inclusives et empiriques* ». Puis Heather Boushey, fille d'un machiniste et d'une caissière de banque, ancienne conseillère d'Hillary Clinton, fondatrice d'un think tank spécialisé sur les inégalités, le Center for Equitable Growth. Ou encore Cecilia Rouse, une universitaire de Princeton marquée à gauche, qui s'était fait remarquer, il y a un an, avec un article publié sous ce titre : « L'Etat n'est pas un gros mot ».

Certes, quand on le rapporte au PIB, le montant des investissements publics engagés par Joe Biden est plus modeste que le New Deal de Roosevelt (le rapport est de 1 à 2,5 selon nos calculs). Mais son programme est sans conteste le plus ambitieux depuis les années 1950, lorsque fut lancé le chantier autoroutier et la course à l'espace... Et il constitue une rupture franche avec la doxa qui prévalait, peu ou prou, depuis la révolution conservatrice de Ronald Reagan, à une époque où le monde cherchait à sortir de la « stagflation » (stagnation plus inflation). Epaulé par Margaret Thatcher en Europe, l'ancien acteur avait réussi à imposer à tout l'Occident, pendant quarante ans, l'idée que « *le gouvernement n'est pas la solution, mais le problème* ». Selon les « Reaganomics », ces recettes économiques concoctées par son entourage, il est bien plus efficace, pour améliorer le sort de la société, de faciliter la vie des entreprises (c'est l'« économie de l'offre ») et des riches (c'est le « ruissellement »).

Joe Biden entend démontrer l'inverse : seul un Etat audacieux peut nous sortir du chaos actuel, seule l'aide aux ménages modestes peut restaurer la confiance dans les institutions. Son équipe, traumatisée par le trumpisme – et son apothéose, l'invasion du Capitole –, effrayée par la montée en puissance de la Chine, est convaincue que la survie de la démocratie libérale est en jeu. Il s'agit donc de rebâtir au pas de charge une économie plus autonome et plus riche en emplois. Commentaire de l'eurodéputé Pierre Larrouturou, cofondateur du Collectif Roosevelt et rapporteur du budget européen 2021 :

"« *La comparaison avec FDR n'est pas exagérée. Comme lui, Joe Biden agit massivement et très rapidement, sans craindre les pressions. C'est un moment très excitant, la fin de quarante ans d'errements, mais l'Europe doit maintenant montrer qu'elle est capable de faire de même. Sinon, il n'y aura à la sortie de la crise sanitaire qu'un court rebond : celui du chat mort qui tombe du 10^e étage.* »"



Dans le bureau Ovalé, à la Maison-Blanche, le 29 janvier 2021, avec Janet Yellen, secrétaire au Trésor. (NICHOLAS KAMM/AFP)

Cette rupture, beaucoup l'attendaient déjà lors de la crise financière de 2008. Rien ne serait plus comme avant, disaient-ils. Le néolibéralisme, cette doctrine qui poussait les Etats à se mettre au service des marchés, et donc à déréguler, à privatiser, à rogner l'Etat-providence, avait fait la preuve de son échec. « *La crise actuelle doit nous inciter à refonder le capitalisme* », jurait le président français Nicolas Sarkozy dans son fameux discours de Toulon de 2008. Las, le capitalisme, cabossé mais élastique, a vite retrouvé ses formes. Pour éteindre l'incendie, les pompiers des banques centrales ont sorti leurs jets de liquidités. Le si « cool » Barack Obama a d'abord mis le paquet... pour sauver les banques. François Hollande a vite oublié que « [son] ennemi était la finance ».

Donald Trump est arrivé au pouvoir déguisé en héraut du peuple, mais il a appliqué un programme dont n'aurait jamais osé rêver les pires Gordon Gekko du vrai Wall Street : baisse d'impôts au profit des entreprises et des 20 % les plus riches, déréglementations à tout-va... Les inégalités ont continué de croître, les spéculateurs de prospérer, la transition énergétique d'être retardée. En juillet 2016, le quotidien britannique « The Guardian » pouvait titrer : « Les 1 % se remettent de la récession de 2008, les 99 % attendent toujours ».

James Galbraith : « Les Américains ne voient pas l'Etat comme un monstre »

C'était en plein choc populiste. Aux Etats-Unis, avec Trump, mais aussi en Europe, avec le Brexit, la montée des partis illibéraux, et plus tard les soubresauts du type « gilets jaunes ». Ce retour des pulsions autoritaires et nationalistes a mis en lumière la vulnérabilité des démocraties occidentales. La pandémie a exposé celle de leur système économique et de leur cohésion sociale... Dès lors, l'idée d'un changement radical a cessé d'être considérée comme une utopie irréaliste. Partout, les esprits ont évolué. Le FMI,

cœur battant de ce qu'on appelait jadis le « consensus de Washington » (avec ses quatre mantras : privatisation, déréglementation, ouverture commerciale, discipline budgétaire) plaide désormais pour qu'on ouvre les vannes des dépenses publiques, qu'on aide les pays pauvres et qu'on ne se soucie pas de la dette tout de suite. Son directeur des affaires fiscales, Vitor Gaspar, suggère même que les contribuables fortunés et les entreprises prospères acquittent une « taxe Covid », au nom de la solidarité !

« *Les circonstances n'ont jamais été aussi favorables pour l'adoption d'un New Deal vert, en raison même de la crise économique* », constatait l'intellectuelle iconique Naomi Klein dans l'entretien qu'elle a donné à « l'Obs ». Joe Biden, ajoutait-elle, n'est certes pas un visionnaire, mais c'est un animal politique qui « *perçoit d'où vient l'énergie dominante* ». Elle aurait pu ajouter qu'il sent aussi très bien d'où vient le danger : celui d'une captation de l'électorat populaire par la droite populiste. De ce point de vue, sa politique semble toucher la cible. Selon une enquête du Pew Center, les deux tiers des électeurs républicains les plus modestes soutiennent son plan économique.

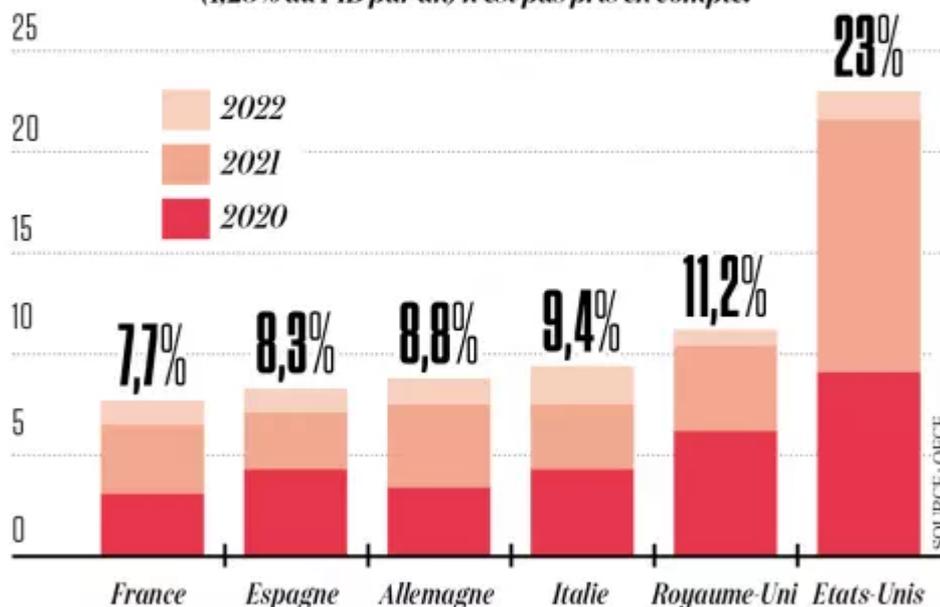
Les règles budgétaires à la poubelle ?

L'Europe, elle, assiste au grand virage avec un mélange de satisfaction et d'embarras. Satisfaction : ces torrents de dépenses publiques vont tirer les exportations européennes. « *C'est une bonne nouvelle pour l'Union européenne et pour la France* », a ainsi jugé Bruno Le Maire, ministre français de l'Economie. Embarras : les Etats-Unis étant souvent à l'origine des grands mouvements de balancier idéologique, celui qui s'engage n'épargnera pas l'Union européenne. Celle-ci, qui a du mal à se départir du culte des équilibres budgétaires, risque d'apparaître comme lente, timorée, voire complètement à contretemps. Le plan d'investissements qu'elle a lancé, « Next Generation UE », n'est qu'un programme d'urgence de 750 milliards d'euros (moitié sous forme de subventions, moitié sous forme de prêts) soit 5,5 % du PIB annuel des 27. Et alors qu'il a été annoncé en juillet 2020, il n'est toujours pas ratifié par tous les Etats...

Le virage de Joe Biden inspirera-t-il les Européens ? En France, le gouvernement ne semble pas du tout prêt au grand saut. Emmanuel Macron a bien pris ses distances avec l'orthodoxie financière d'une simple formule – « *quoi qu'il en coûte* » – mais il maintient le cap qu'il a fixé au début de son quinquennat : baisse des impôts sur le patrimoine, sur les revenus de l'épargne, et sur les entreprises ; flexibilisation du marché du travail ; économies sur les retraites et le chômage. Son ministre de l'Economie Bruno Le Maire entend bien continuer dans cette voie. Un tel entêtement devrait ouvrir un boulevard à la gauche, mais celle-ci continue de se perdre dans ses disputes internes et batailles de chefs. Et Marine Le Pen se promet de ramasser la mise.

UNE AUDACE VARIABLE SELON LES PAYS

Montant total des mesures de soutien à l'économie engagées sur trois ans, en % du PIB 2019. Le plan américain « emplois et infrastructures » (1,25 % du PIB par an) n'est pas pris en compte.



Les mesures de soutien à l'économie engagées sur trois ans

A Bercy, on minimise l'importance de l'audace « bideniste ». On insiste sur les plans de relance déjà lancés dans l'Union. On fait valoir que la comparaison avec les Etats-Unis est peu pertinente, puisqu'elle ne tient pas compte du rôle joué par le filet social européen (assurance-chômage, activité partielle...). Christophe Blot, directeur adjoint du département Analyse et Prévision à l'OFCE, souligne :

« Il n'y a aucun doute que l'effort budgétaire des Etats-Unis est bien supérieur. Rien qu'en 2020, avant même l'arrivée de Joe Biden à la Maison-Blanche, et malgré l'augmentation drastique du chômage [9,6 millions d'emplois supprimés, trois fois plus que dans l'Union européenne, NDLR], le revenu disponible des ménages américains a augmenté de 7 % grâce aux chèques envoyés aux familles. »

Le montant de ces chèques a grossi encore avec l'administration Biden : 1 400 dollars par adulte et par enfant à charge. Et les ménages auront également droit à des réductions d'impôts... Quant au « plan infrastructures », à écouter Christophe Blot, il n'a pas d'équivalent dans l'UE : *« Il représente plus d'un point de PIB par an sur huit ans, ce qui est considérable. Rien de tel en Europe. »*

Le plan Biden a deux cibles : le virus et la pauvreté

Pourtant, les plaques bougent aussi sous la zone euro. Comme un ciel d'orage, le débat grossit sur les critères budgétaires (plafonnement de 3 % pour le déficit public annuel, de 60 % pour la dette comparée au PIB), fixés en 1997 et enserrés dans l'ambre du pacte de

stabilité. Avec la crise du Covid, ils ont été mis entre parenthèses. L'activation de cette « clause dérogatoire » doit en principe se refermer automatiquement à la fin de la crise, mais de nombreuses voix plaident pour un assouplissement plus pérenne de la discipline. L'ancien économiste en chef du FMI, Olivier Blanchard, et deux de ses collègues appellent à mettre les règles budgétaires à la poubelle, au profit de standards qualitatifs (« *ne pas rouler à plus de 90 km/h est une règle* » ; « *ne pas rouler à une vitesse excessive est un standard* », expliquent-ils). Le commissaire européen aux Affaires économiques, Paolo Gentiloni, juge de son côté qu'en matière de relance, « *le risque de ne pas en faire assez est plus grand que celui d'en faire trop* ».

En France, si Bruno Le Maire estime « *utile* » le critère des 3 %, il considère celui des 60 % comme « *dépassé* » car trop éloigné de la réalité. La France, qui assurera la présidence de l'Europe le 1^{er} janvier 2022, proposera de « *différencier la situation de chaque Etat-membre* ». Le débat promet d'être féroce : les Pays-Bas ou la CDU en Allemagne jugent que l'UE est déjà sur une pente bien trop laxiste...

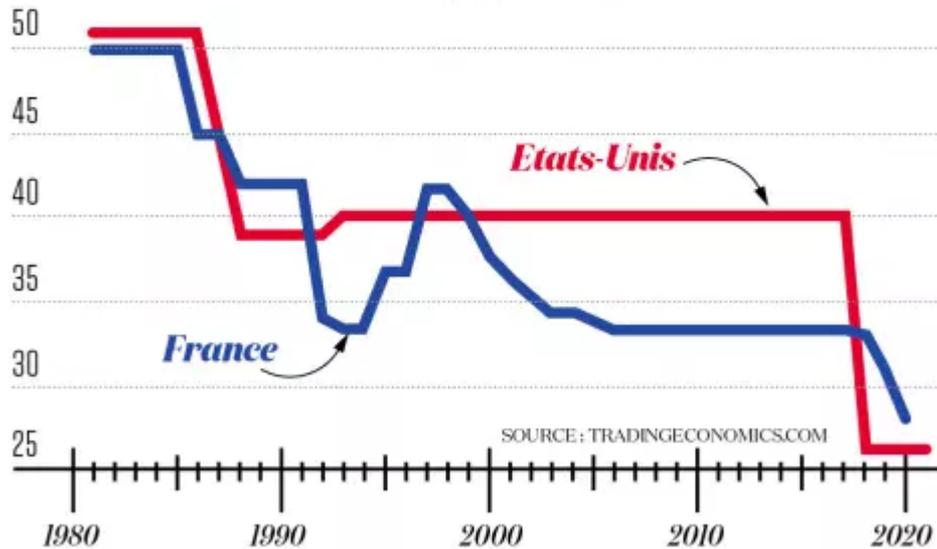
Un impôt sur les sociétés... mondial

Une autre initiative des « Bidenomics » ne manquera pas de secouer l'Europe : le changement de fiscalité sur les bénéficiaires des entreprises. Le président américain ne compte pas seulement augmenter le taux d'imposition, il veut aussi mettre un coup d'arrêt à la désastreuse course mondiale pour réduire cet impôt (dans l'OCDE, on est passé d'une taxation moyenne des profits de 40 % à 22 % en trente ans !).

Joe Biden s'attaque au « big business » : par ici la monnaie !

Les multinationales américaines devront payer un impôt d'au moins 21 % sur leurs bénéfices quoi qu'il arrive : celles qui se réfugient dans les paradis fiscaux comme l'Irlande, pays chouchou des Gafa avec ses 12,5 % de taux d'imposition, paieront aux Etats-Unis la différence avec ces 21 % (soit 8,5 %). Mieux, Joe Biden et sa secrétaire au Trésor Janet Yellen soutiennent désormais l'initiative de l'OCDE pour mettre en place un impôt sur les sociétés minimal, au niveau mondial. Et ils proposent de fixer ce plancher à 21 % au lieu des 12,5 % que suggérerait la prudente OCDE, soucieuse de ne pas braquer les pays fiscalement attractifs.

ÉVOLUTION DU TAUX D'IMPOSITION DES ENTREPRISES



Evolution du taux d'imposition des entreprises (France/Etats-Unis)

La proposition Biden, en privant des pays comme l'Irlande, le Luxembourg ou les Pays-Bas de leurs avantages, pourrait aider la coopération fiscale en Europe. La France, qui se bat depuis longtemps pour un taux minimal mais bute sur la règle européenne de l'unanimité dans l'UE, a applaudi. En attendant une règle commune, le gouvernement français a, comme les autres, allégé son impôt sur les sociétés : il devrait encore passer de 28 % à 25 %. Renoncera-t-il, après l'initiative américaine, à cette nouvelle marche vers le bas ? Rien n'est moins sûr. Bruno Le Maire sait qu'en matière de fiscalité, le diable est dans les détails, et n'est pas convaincu que la concurrence fiscale va disparaître d'un coup de « Bidenomics ».

L'Europe doit donc digérer le nouveau consensus de Washington. L'enjeu n'est pas mince : selon les estimations, le plancher de 21 % proposé par Biden rapporterait aux Etats entre 150 milliards et 300 milliards de dollars. Janet Yellen l'affirme :

"« Il s'agit de s'assurer que les gouvernements disposent de systèmes fiscaux stables qui génèrent des revenus suffisants pour investir dans les biens publics essentiels et répondre aux crises, et que tous les citoyens partagent équitablement le fardeau. »"
On a vraiment changé d'ère.